

Gender, Return Migration, and Reconfigurations of Social Relations in Lubumbashi: Between Structural Vulnerabilities and Power Shifts

Genre, migration de retour et reconfigurations des rapports sociaux à Lubumbashi : entre vulnérabilités structurelles et recompositions des pouvoirs

*KAKEZ KAYEB Dieudonné, **KAT KAMBOL Françoise

*Doctor of International Relations, Professor at the University of Lubumbashi, Democratic Republic of Congo

**Doctor of Sociology, Professor at the University of Lubumbashi, Democratic Republic of Congo

DOI:10.37648/ijrssh.v16i01.007

¹ Received: 18 December 2025; Accepted: 11 January 2026 ; Published: 22 January 2026

Abstract

This article examines the gendered effects of return migration on social relations in Lubumbashi, Democratic Republic of Congo (DRC), through an interdisciplinary framework combining International Relations and sociology. Drawing on fieldwork conducted between January and May 2025 with a random sample of 120 Congolese return migrants from South Africa and their associated households, the study explores how return migration reshapes structural vulnerabilities and power relations within urban households.

Theoretically, the analysis integrates perspectives from migration governance and human security with sociological approaches to gender relations and domestic power structures, highlighting the tensions between international gender equality norms, national institutional constraints, and local social realities. Empirical findings show that return migration does not simply restore pre-migration social arrangements, nor does it follow a linear reintegration trajectory. Instead, it generates ambivalent dynamics in which the relative economic and symbolic empowerment of some women intersects with the persistence—and in some cases reinforcement—of patriarchal norms, particularly in contexts of urban economic insecurity and informality.

The article argues that return migration constitutes a critical space for the renegotiation of vulnerabilities, resources, and power relations. It underscores the limitations of current migration and social policies in the DRC, which insufficiently address the gendered dimensions of return, and calls for more integrated and gender-sensitive

¹ How to cite the article: Dieudonne K.K., Françoise K.K; (January, 2026); Gender, Return Migration, and Reconfigurations of Social Relations in Lubumbashi: Between Structural Vulnerabilities and Power Shifts; *International Journal of Research in Social Sciences and Humanities*; Vol 16, Issue 1; 77-98, DOI: <http://doi.org/10.37648/ijrssh.v16i01.007>

approaches to the reintegration of return migrants, linking migration governance, social protection, and gender equality.

Keywords: *Return migration; Gender; Social relations; Migration governance; Urban vulnerability; Lubumbashi; DRC. Return migration; Gender; Social relations; Gendered vulnerabilities; Migration governance; Urban context; Lubumbashi.*

Résumé

Cet article analyse les effets genrés de la migration de retour sur les rapports sociaux à Lubumbashi, en République démocratique du Congo (RDC), à partir d'une approche interdisciplinaire croisant les Relations internationales et la sociologie. S'appuyant sur une enquête de terrain menée entre janvier et mai 2025 auprès d'un échantillon aléatoire de 120 migrants congolais de retour d'Afrique du Sud et des ménages y afférents, l'étude examine la manière dont le retour migratoire reconfigure les vulnérabilités structurelles et les logiques de pouvoir au sein des ménages urbains.

Sur le plan théorique, l'analyse articule les cadres de la gouvernance migratoire et de la sécurité humaine aux apports de la sociologie du genre et des migrations, en mettant en évidence les tensions entre normes internationales d'égalité, contraintes institutionnelles nationales et réalités sociales locales. Les résultats montrent que la migration de retour ne constitue ni un simple retour à l'ordre social antérieur ni un processus linéaire de réintégration. Elle engendre des dynamiques ambivalentes, où l'autonomisation économique et symbolique relative de certaines femmes coexiste avec la persistance, voire la réaffirmation, des normes patriarcales, notamment dans un contexte urbain marqué par la précarité économique et l'informalité.

L'article soutient que le retour migratoire constitue un espace critique de recomposition des rapports sociaux, où se négocient simultanément vulnérabilités, ressources et pouvoirs. Il met en évidence les limites des politiques migratoires et sociales en RDC, encore peu sensibles aux dimensions genrées du retour, et plaide pour une approche intégrée de la réintégration des migrants de retour, articulant gouvernance migratoire, protection sociale et égalité de genre.

Mots-clés : *Migration de retour ; Genre ; Rapports sociaux ; Vulnérabilités genrées ; Gouvernance migratoire ; Milieu urbain ; Lubumbashi.*

Introduction

La migration internationale constitue depuis plusieurs décennies un fait social total, structurant en profondeur les dynamiques économiques, politiques et sociales des sociétés contemporaines, en particulier dans les pays du Sud. Elle affecte simultanément, comme le soulignent Stephen Castles, Hein de Haas et Mark J. Miller², les trajectoires individuelles, les configurations familiales et les équilibres macro-sociaux. En Afrique subsaharienne, et plus spécifiquement en République démocratique du Congo (RDC), notent Marie-Laurence Flahaux et Hein de Hass³, les mobilités transfrontalières vers l'Afrique australe, notamment vers l'Afrique du Sud se sont intensifiées sous l'effet combiné de la dégradation des conditions socioéconomiques, de l'instabilité sécuritaire persistante et de la crise des économies urbaines.

Si l'émigration congolaise a fait l'objet d'une production scientifique relativement abondante, la migration de retour demeure, en revanche, un champ encore marginalement exploré, particulièrement lorsqu'elle est analysée à l'aune du genre et des rapports sociaux intra-ménagers. Dans le champ des Relations internationales, le retour migratoire est majoritairement appréhendé à travers les prismes de la gouvernance migratoire, des politiques de réadmission, de la coopération régionale et des cadres normatifs internationaux, notamment dans le contexte des

² Castles, S. De Haas, H. et Miller, M.J., *The Age of Migration: International Population Movements in the Modern World*, 5e éd., New York, Guilford Press, 2014, pp. 25–30.

³ Flahaux, M.-L. et De Haas, H., « African Migration: Trends, Patterns, Drivers », in *Comparative Migration Studies*, vol. 4, n° 1, janvier 2016, pp. 3–6.

migrations Sud–Sud, nous renseignent Alexander Betts⁴ et James F. Hollifield et al⁵. Ces approches privilégient l’analyse des dispositifs institutionnels et sécuritaires, mais tendent à reléguer au second plan les transformations sociales concrètes induites par le retour au sein des ménages.

À l’inverse, la sociologie des migrations et les études de genre mettent en évidence le caractère profondément genré des expériences migratoires, tant au départ qu’au retour. La migration apparaît alors pour Kofman E. et al.⁶ ainsi que Sarah J. et al.⁷ comme un processus de reconfiguration des rapports sociaux de sexe, susceptible de modifier, sans nécessairement les renverser, les hiérarchies domestiques, les identités sociales et les formes de pouvoir au sein des ménages.

À Lubumbashi, deuxième ville de la RDC et pôle industriel majeur du pays, le retour des migrants congolais en provenance d’Afrique du Sud s’inscrit dans un contexte urbain fortement contraint, marqué par le chômage structurel, l’expansion de l’économie informelle et la faiblesse persistante des mécanismes publics de protection sociale. Ces conditions font du retour migratoire un moment particulièrement critique, à la fois facteur de vulnérabilisation sociale et espace potentiel de recomposition des rapports de pouvoir, notamment lorsque les expériences migratoires ont permis l’acquisition différenciée de ressources économiques, sociales ou symboliques selon le genre.

Du point de vue temporel, les retours migratoires analysés dans cette étude couvrent la période 1997–2024, séquence charnière de l’histoire politique et migratoire congolaise et régionale. L’année 1997, marquée par l’accession au pouvoir du feu Président Laurent-Désiré Kabila, porté par l’Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL), a suscité de profonds espoirs tant parmi les Congolais vivant au pays que dans la diaspora, éprouvée par les trente-deux années de dictature du régime Mobutu. Cette rupture politique a nourri, au moins temporairement, l’anticipation d’un retour à la stabilité et à la normalisation des conditions de vie, y compris pour les Congolais établis à l’étranger.

Parallèlement, la décennie 2000 révèle une reconfiguration ambivalente du contexte sud-africain. Longtemps perçue comme un pôle d’attraction économique et politique sur le continent, l’Afrique du Sud voit sa crédibilité africaine et internationale progressivement fragilisée par des cycles récurrents de violences xénophobes, dont les épisodes les plus marquants surviennent en 2008, 2012, 2015 et 2019. Ces violences ont profondément remis en cause la vocation panafricaine revendiquée par l’État sud-africain et ont constitué un facteur déterminant des retours massifs de migrants africains vers leurs pays d’origine.

En RDC, les données issues de notre enquête montrent que les retours significatifs des Congolais d’Afrique du Sud s’intensifient à partir de 2006, année qui met un terme à la plus longue transition politique qu’ait connue l’Afrique contemporaine, à travers l’organisation d’élections véritablement multipartites. Ce moment politique, conjugué à des épisodes relatifs de retour à la normalité institutionnelle, a ravivé les espoirs et les perspectives de réintégration chez de nombreux Congolais, y compris au sein de la diaspora.

C’est dans ce contexte historique et politique croisé, à la fois local, national et régional, que s’inscrit cet article, qui propose une analyse interdisciplinaire des liens entre genre, migration de retour et rapports sociaux à Lubumbashi.

S’appuyant sur une enquête de terrain menée entre janvier et mai 2025 auprès d’un échantillon aléatoire de 120 migrants congolais de retour d’Afrique du Sud et des ménages y afférents, l’étude vise à répondre à la question suivante : *en partant de l’expérience des migrants congolais de retour d’Afrique du Sud à Lubumbashi, comment le retour migratoire reconfigure-t-il les rapports de genre, les positions sociales et les logiques de pouvoir au sein des ménages urbains ?*

⁴ Betts, A., « Global Migration Governance », in *Global Governance*, vol. 17, n° 4, octobre 2011, pp. 503–521.

⁵ Hollifield, J.F. ; Philip, L. M., et al., *Controlling Immigration: A Global Perspective*, 3ème éd, Stanford, Stanford University Press, 2014, pp. 11–18.

⁶ Kofman, E., et al., Gendered migrations : Towards gender-sensitive policies in the UK, in *Working Paper 6, Asylum and Immigration Series IPPR Asylum and Immigration Series*, 2005.

⁷ Mahler, S.J. et Pessar, P.R., « Gender Matters: Ethnographers Bring Gender from the Periphery toward the Core of Migration Studies », in *International Migration Review*, vol. 40, n° 1, Printemps 2006, pp. 29–32.

En articulant les apports théoriques des Relations internationales et de la sociologie, l'article entend contribuer à une compréhension plus fine des dynamiques genrées du retour migratoire en Afrique, tout en mettant en lumière les limites des approches institutionnelles de la gouvernance migratoire lorsqu'elles ne prennent pas suffisamment en compte les réalités sociales et familiales locales.

Il s'organise en quatre séquences complémentaires. Il s'ouvre par un cadrage théorique interdisciplinaire croisant les apports des Relations internationales et de la sociologie autour de la migration de retour et du genre. La deuxième section présente le contexte urbain et le dispositif méthodologique de la recherche menée à Lubumbashi. La troisième analyse les vulnérabilités genrées associées à la réinsertion des migrants de retour en milieu urbain. Le quatrième et dernier item examine les recompositions des rapports sociaux et des logiques de pouvoir induites par le retour migratoire au sein des ménages.

I. Migration de retour et genre : cadres théoriques croisés

La migration de retour constitue un objet d'analyse privilégié pour saisir les interactions entre dynamiques globales et transformations sociales locales, en particulier lorsqu'elle est appréhendée à travers le prisme du genre. C'est dans cette optique que cette séquence propose un cadrage théorique croisé, articulant les apports des Relations internationales — centrées sur la gouvernance migratoire et la sécurité humaine — et ceux de la sociologie, attentifs aux rapports sociaux de genre, aux logiques de pouvoir et aux mécanismes de vulnérabilité.

1. Migration de retour, gouvernance et sécurité humaine en Relations internationales

Dans le champ des Relations internationales, la migration de retour est principalement abordée comme un enjeu de gouvernance, inscrit dans les dispositifs normatifs, institutionnels et sécuritaires régissant les mobilités internationales. Pour Jean-Pierre Cassarino⁸, longtemps perçu comme la phase finale d'un cycle migratoire linéaire, le retour est aujourd'hui analysé comme un processus complexe, souvent contraint, marqué par des rapports de pouvoir asymétriques entre États d'origine, États de destination et migrants eux-mêmes.

Les approches contemporaines de la gouvernance migratoire globale mettent en évidence la centralité du retour dans les politiques migratoires des États, notamment à travers les accords de réadmission, les programmes de retour volontaire assisté et les mécanismes régionaux de gestion des flux. Dans le contexte africain, et plus spécifiquement des migrations Sud-Sud, ces dispositifs s'inscrivent dans des rapports de force où les impératifs sécuritaires et économiques des États de destination tendent à primer sur les conditions sociales de réintégration des migrants de retour.

La notion de sécurité humaine permet d'élargir cette lecture institutionnelle en replaçant le migrant au cœur de l'analyse. Introduite dans les débats internationaux au milieu des années 1990, la sécurité humaine insiste sur la « protection des individus contre les menaces économiques, sociales et politiques, plutôt que sur la seule sécurité des États »⁹. Appliquée à la migration de retour, cette approche révèle que le retour peut constituer un moment de re-vulnérabilisation, marqué par l'insécurité économique, l'exclusion sociale et l'absence de dispositifs publics d'accompagnement adaptés, particulièrement dans les contextes urbains fragiles comme ceux de la RDC. Pour Jeff Crisp¹⁰, les migrants de retour se trouvent ainsi confrontés à une double contrainte : d'une part, l'injonction politique au retour, souvent justifiée par des considérations sécuritaires ; d'autre part, l'absence de politiques publiques capables de transformer ce retour en opportunité de réintégration sociale et économique durable.

Toutefois, si les Relations internationales reconnaissent de plus en plus la nécessité d'intégrer la dimension humaine et sociale du retour, elles demeurent relativement peu attentives à la manière dont ces dynamiques sont différencierées selon le genre. A la suite de James F. Hollifield et al.¹¹, le retour migratoire est encore largement traité

⁸ Cassarino, J.-P., *Theorising Return Migration*, Florence, European University Institute, 2004, p. 4.

⁹ PNUD, *Human Development Report 1994*, New York, Oxford University Press, 1994, p. 22.

¹⁰ Crisp, J., « Return Migration: Lessons from Recent Experience », in *International Migration*, vol. 38, n° 5, décembre 2000, pp. 211–213.

¹¹ Hollifield, J.F. ; Philip, L. M., et al., *Op. cit.*, pp. 11–18.

comme un phénomène neutre, homogène, alors même que les expériences masculines et féminines du retour sont profondément asymétriques, tant en termes d'accès aux ressources que de reconnaissance sociale.

Cette neutralisation du genre dans les dispositifs de gouvernance migratoire produit des effets paradoxaux. D'un côté, le retour est présenté comme un facteur de stabilisation sociale et de développement. De l'autre, l'absence de prise en compte des réalités sociales et genrées du retour contribue à renforcer les vulnérabilités existantes, voire à en créer de nouvelles, en particulier au sein des ménages urbains déjà fragilisés par la précarité économique. Dans cette optique, la migration de retour apparaît moins comme une solution durable que comme un espace de tension entre les logiques globales de contrôle migratoire et les exigences locales de sécurité humaine.

Ainsi, du point de vue des Relations internationales, l'analyse de la migration de retour gagne à dépasser une lecture strictement institutionnelle pour intégrer une compréhension plus fine des effets sociaux du retour. C'est précisément cette articulation entre gouvernance globale, sécurité humaine et réalités sociales genrées qui permet de saisir la portée et les limites des politiques de retour dans des contextes urbains comme celui de Lubumbashi, et qui justifie le dialogue nécessaire avec les apports de la sociologie.

2. Raports sociaux de genre, pouvoir et retour migratoire : apports sociologiques

À l'opposé de cette relative neutralisation du genre, la sociologie des migrations et les études féministes ont démontré que les mobilités internationales sont intrinsèquement structurées par les rapports sociaux de sexe. Pour Raewyn Connell¹², le genre n'y apparaît pas comme une simple variable descriptive, mais comme un principe organisateur des trajectoires migratoires, des stratégies économiques et des relations de pouvoir au sein des ménages.

Au-delà de l'affirmation du genre comme principe structurant des trajectoires migratoires, la sociologie montre que le retour migratoire constitue un moment critique de recomposition des rapports sociaux, au cours duquel s'affrontent des logiques de continuité et de rupture. Le retour note Francesca Decimo¹³, ne réinstalle pas mécaniquement les migrants dans les configurations sociales antérieures ; il ouvre au contraire un espace de négociation conflictuelle entre les normes héritées et les expériences acquises en migration.

Dans cette dynamique, le ménage apparaît comme un lieu central d'observation des rapports de pouvoir. Il constitue à la fois un espace de solidarité et un champ de luttes symboliques, où se redéfinissent l'autorité, la légitimité décisionnelle et la distribution des ressources. Les travaux féministes de Diane Elson¹⁴, ont montré que l'accès différencié aux revenus, aux réseaux et au capital symbolique modifie les équilibres intra-ménagers, sans pour autant abolir les structures patriarcales qui encadrent les rapports de genre.

Le retour migratoire agit ainsi comme un révélateur des asymétries de pouvoir, en mettant en tension les attentes sociales associées aux rôles masculins et féminins. Pour les femmes migrantes de retour, l'expérience migratoire peut avoir produit des formes d'autonomisation relative, notamment par l'accès à des revenus propres, à une mobilité accrue ou à des réseaux transnationaux. Toutefois, ces acquis se heurtent fréquemment à des normes sociales qui assignent aux femmes une place subordonnée dans la hiérarchie familiale, limitant ainsi ce que Naila Kabeer¹⁵ qualifie de traduction durable de cette autonomie en pouvoir social reconnu.

À l'inverse, pour les hommes migrants, le retour peut constituer une épreuve identitaire particulièrement marquée lorsque les attentes liées à la réussite migratoire ne sont pas satisfaites. A la suite de Raewyn Connell¹⁶, l'incapacité à assurer le rôle de pourvoyeur principal du ménage fragilise la masculinité socialement valorisée et peut générer des stratégies de compensation visant à réaffirmer l'autorité masculine dans la sphère domestique. Ces stratégies prennent des formes diverses, allant de la réaffirmation symbolique de l'autorité à des pratiques plus coercitives, révélant les liens étroits entre genre, pouvoir et vulnérabilité sociale.

¹² Connell, R., *Gender and Power: Society, the Person and Sexual Politics*, Stanford, Stanford University Press, 1987, p. 96.

¹³ Decimo, F., « Rethinking Return Migration », in *International Migration*, vol. 53, n° 1, février 2015, p. 3.

¹⁴ Elson, D., « Male Bias in the Development Process », in *Manchester*, Manchester University Press, 1995, p. 56.

¹⁵ Kabeer, N., *Reversed Realities: Gender Hierarchies in Development Thought*, London, Verso, 1994, p. 83.

¹⁶ Connell, R., *Masculinities*, 2e éd., Cambridge, Polity Press, 2005, p. 67.

La sociologie du retour insiste également sur le caractère contextuel et non linéaire des recompositions de genre. Les transformations observées ne sont ni uniformes ni irréversibles : elles varient selon le niveau de ressources accumulées, la durée de l'expérience migratoire, l'âge, le statut matrimonial et l'environnement socioéconomique local. Comme le souligne Caroline Moser¹⁷, dans les contextes urbains africains marqués par l'informalité et la précarité, comme Lubumbashi, ces recompositions demeurent souvent fragiles et exposées à des processus de réversibilité rapide.

Enfin, l'approche sociologique souligne que les rapports sociaux de genre ne peuvent être dissociés des autres rapports de domination, notamment ceux liés à la classe sociale, à l'âge et à la position migratoire. Le retour migratoire se situe ainsi à l'intersection de multiples rapports sociaux, produisant des configurations complexes de pouvoir et de vulnérabilité. Cette perspective intersectionnelle chère à Kimberlé Crenshaw¹⁸, permet de dépasser une lecture binaire du genre pour saisir la diversité des expériences de retour et des trajectoires de réintégration.

En définitive, la sociologie du genre et des migrations met en évidence que le retour migratoire constitue moins un simple événement qu'un processus social structurant, au cours duquel se rejouent et se recomposent les rapports de pouvoir au sein des ménages. Cette lecture permet de compléter les approches des Relations internationales en révélant les effets sociaux concrets des politiques et des cadres normatifs du retour, et prépare l'analyse empirique des vulnérabilités et des recompositions observées à Lubumbashi.

Cette compréhension du retour comme espace de renégociation des rapports de genre conduit directement à interroger la manière dont vulnérabilités et ressources se distribuent et se recomposent dans le contexte du retour migratoire, question au cœur de la sous-section suivante.

3. Vulnérabilité, ressources et recomposition des hiérarchies sociales

L'articulation des cadres analytiques des Relations internationales et de la sociologie conduit à considérer le retour migratoire comme un espace de recomposition dynamique des vulnérabilités et des ressources, au sein duquel se redéfinissent les positions sociales et les rapports de pouvoir. Caroline O. N. Moser¹⁹, pense que la vulnérabilité, dans cette perspective, ne saurait être réduite à la seule pauvreté monétaire ; elle renvoie à une exposition différenciée aux risques économiques, sociaux, symboliques et institutionnels, selon la position occupée dans les rapports sociaux et genrés.

Dans les contextes urbains africains caractérisés par l'informalité et la faiblesse des mécanismes publics de protection sociale, le retour migratoire agit comme un facteur d'amplification des inégalités sociales préexistantes. Certains migrants parviennent à mobiliser les ressources accumulées à l'étranger — épargne, compétences professionnelles, réseaux transnationaux — pour améliorer leur position sociale et renforcer leur capacité d'action. Pour Thomas Faist²⁰, d'autres, en revanche, se trouvent confrontés à une érosion rapide de ces ressources, sous l'effet conjugué du chômage urbain, de l'absence de politiques publiques de réintégration et de la pression exercée par les obligations familiales et communautaires.

Cette différenciation des trajectoires met en évidence que le retour migratoire ne constitue pas un mécanisme automatique de mobilité sociale ascendante, mais un processus social incertain, fortement dépendant des conditions structurelles locales et des rapports de pouvoir au sein des ménages. Dans cette configuration, les ressources économiques et sociales acquises en migration ne se traduisent en pouvoir social reconnu que lorsqu'elles peuvent être converties en ce que Pierre Bourdieu²¹ qualifie de capital symbolique et institutionnel, ce qui demeure rare dans les contextes urbains fragilisés du Sud.

¹⁷ Moser, C., « Gender Planning in the Third World: Meeting Practical and Strategic Gender Needs », in *World Development*, vol. 21, n° 11, novembre 1993, pp. 1796–1799.

¹⁸ Crenshaw, K., « Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color », in *Stanford Law Review*, vol. 43, n° 6, juillet 1991, pp. 1244–1247.

¹⁹ Moser, C. O. N., « The Asset Vulnerability Framework: Reassessing Urban Poverty Reduction Strategies », in *World Development*, vol. 26, n° 1, janvier 1998, pp. 3–7.

²⁰ Faist, F., « From Transnational Social Spaces to Migration as a Social Fact », in *Global Networks*, vol. 4, n° 3, juillet 2004, pp. 331–336.

²¹ Bourdieu, P., *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980, p. 88.

Du point de vue du genre, ces dynamiques produisent une recomposition ambivalente des hiérarchies sociales. Certaines femmes migrantes de retour parviennent à renforcer leur autonomie économique et leur pouvoir décisionnel, notamment lorsqu'elles ont exercé une activité rémunérée à l'étranger ou développé des réseaux transnationaux. Toutefois, cette autonomisation demeure souvent fragile, conditionnelle et réversible, car elle se heurte à des normes patriarcales persistantes qui limitent la reconnaissance sociale du pouvoir féminin au sein du ménage et de la communauté. Ces hiérarchies genrées dans le développement ont été suffisamment étudiées par Naila Kabeer²².

Parallèlement, la vulnérabilité masculine liée au déclassement socioéconomique post-retour contribue à des recompositions complexes des hiérarchies domestiques. Lorsque les hommes migrants ne parviennent pas à maintenir leur rôle de pourvoyeur principal, ils peuvent chercher à compenser cette perte de statut par une réaffirmation symbolique ou autoritaire de leur position, renforçant paradoxalement certaines formes de domination masculine documentées par Raewyn Connell²³. Cette dynamique révèle que la vulnérabilité n'est pas uniquement féminine, mais qu'elle affecte différemment les femmes et les hommes, selon leur position dans les rapports sociaux et genrés.

L'analyse du retour migratoire à travers le prisme des vulnérabilités et des ressources met également en évidence l'importance des niveaux d'analyse imbriqués. Les logiques globales de gouvernance migratoire, les contraintes structurelles nationales et les pratiques sociales locales interagissent pour produire des configurations spécifiques de pouvoir et d'inégalité. C'est dans cet entre-deux analytique, entre normes internationales, défaillances institutionnelles nationales et rapports sociaux domestiques, que se jouent les recompositions observables à Lubumbashi.

Ainsi, le retour migratoire apparaît moins comme un aboutissement que comme un moment critique, où s'articulent continuité et changement, vulnérabilité et ressources, reproduction et recomposition des hiérarchies sociales. Cette conceptualisation du retour migratoire comme espace de recomposition des vulnérabilités et des hiérarchies sociales constitue le socle analytique à partir duquel s'opère l'examen empirique des trajectoires genrées de réintégration à Lubumbashi, à partir des données issues de l'enquête de terrain.

II. Contexte et méthodologie de la recherche à Lubumbashi

Cet item présente le cadre empirique de la recherche menée à Lubumbashi, ville stratégique dans les dynamiques migratoires congolaises contemporaines, avant de détailler la méthodologie adoptée, l'échantillon retenu et les outils de collecte des données.

1. Lubumbashi comme espace urbain de retour migratoire

Lubumbashi occupe une place singulière dans les dynamiques migratoires congolaises. Capitale économique du sud de la RDC, ville minière structurée autour de la Gecamines, la mère nourricière de la majeure proportion des congolais avant 1990, elle constitue depuis plusieurs décennies un pôle d'attraction et de redistribution des mobilités internes et internationales. Pour Bruce Rubbers²⁴, la désindustrialisation progressive, l'essor de l'économie informelle et l'intégration croissante de la ville dans les circuits régionaux ont renforcé son rôle de ville de transit, d'installation et de retour pour les migrants congolais. Germain Ngoie et Guy Mbuyi, reconnaissent que la mobilité donne de la vie à la ville de Lubumbashi, elle lui permet d'être « mondialisée ».²⁵ La ville de Lubumbashi représente certes le microcosme du pays²⁶, mais constitue le lieu géométrique de trois Afriques, sur le plan géopolitique (Afriques austral, centrale et orientale), et de quatre Afriques, sur le plan culturel (Afriques anglophone, francophone, lusophone et swahiliphone)²⁷. Elle est un espace de multifonctionnalité branché sur plusieurs autres

²² Kabeer, N., *Reversed Realities: Gender Hierarchies in Development Thought*, London, Verso, 1994.

²³ Connell, R., *Masculinities*, Op.cit., p.72.

²⁴ Bruce Rubbers, *Le paternalisme en question : les anciens ouvriers de la Gécamines à Lubumbashi*, Paris, Karthala, 2013, pp. 27–31.

²⁵ Ngoie, T. G. et Mbuyi, K. G., “Migratory Dynamics in The DRC: Rationale and Implications in Lubumbashi”, in *Final Report for the MacArthur Funded Project on: “African Perspectives on Human Mobility”*, University of Oxford/IMI, 2012, p.A7.

²⁶ Ngoie, T. G., « La migration et les transferts des fonds en RDC », in *Document thématique de l'OIM sur migration en RDC*, 2009., p. 8.

²⁷ Dibwe, D. et al., *Les migrations à Lubumbashi. Rapport des recherches effectuées durant la 14ème session des travaux de l'observatoire du changement urbain (OCU)*, février-mars 2005, p. 2.

espaces dans le champ migratoire qui se globalise²⁸. A ce titre, elle est une passerelle de transit vers les destinations multiples.

Les migrations congolaises vers l'Afrique du Sud s'inscrivent historiquement dans une logique de recherche d'opportunités économiques, mais aussi de protection face aux crises politiques et sociales. Le durcissement progressif des politiques migratoires sud-africaines, la montée de la xénophobie et la précarisation des conditions de séjour ont favorisé, au cours des dernières années, une augmentation des retours contraints et volontaires vers les principales villes congolaises, dont Lubumbashi constitue l'un des principaux pôles de réintégration.

Sur le plan urbain, Lubumbashi se caractérise par une faible capacité d'absorption économique des populations de retour. Le chômage structurel, la saturation du secteur informel et l'absence de dispositifs publics de réintégration renforcent la vulnérabilité des migrants de retour, tout en exacerbant les tensions au sein des ménages et des réseaux de solidarité. Dans ce contexte, le retour migratoire ne peut être compris indépendamment des contraintes urbaines qui façonnent les trajectoires de réinstallation et les recompositions des rapports sociaux.

Germain Ngoie et Guy Mbuyi²⁹ ont observé que le plus souvent, plutôt que de retourner dans les petites villes et les villages d'où ils étaient partis, les migrants congolais de retour se réinstallent dans des zones urbaines plus vastes de leur pays d'origine. Leur nombre est peut-être relativement restreint, mais leur contribution au développement et à l'évolution du milieu urbain peut s'avérer significative s'ils reviennent armés de nouvelles idées et de nouvelles pratiques et qu'ils y investissent des capitaux.

Cette réalité traverse la ville de Lubumbashi où à l'échelle des résultats de l'enquête, 30% d'émigrants congolais résidaient dans d'autres villes de la RDC d'où ils sont partis en Afrique du Sud. A leur retour de ce pays, ils ont choisi de s'installer à Lubumbashi, les uns attirés par de nouvelles opportunités de travail, de commerce ou d'études, les autres par la célébrité de la ville des années 2006-2015, les autres encore revendiquant le regroupement familial.

Ce phénomène introduit une notion quasi inédite dans les études des migrations, celle du lien entre les migrations internationales et internes. Elle nous permet de comprendre avec Véronique Petit³⁰ que la migration internationale de retour est parfois un facteur explicatif des migrations internes, notamment vers le secteur urbain. Elle a la capacité de déclencher ou d'accélérer des recompositions spatiales et sociales dans les pays d'origine. En changeant de lieu de résidence, le migrant va modifier la destinée familiale, l'histoire communautaire. Désormais, renchérit Alain Tarrius³¹, l'ancrage d'une famille ne se fait plus par rapport à l'histoire de son lignage, de son clan, ni par rapport à un mode traditionnel d'appropriation de la terre ; il s'opère en fonction des lieux où sont localisées les meilleures opportunités en termes d'emploi (entreprises des secteurs secondaire et tertiaire) et d'accès aux services (scolarisation, santé), là où se crée l'« échange » qui façonne les « travailleurs sans frontières » comme aime les qualifier Peter Stalker³². La richesse naît alors de la circulation des êtres, des idées et des biens. Quoi qu'il en soit, les motifs liés au retour ont une incidence sur la diversité des catégories des migrants.

Parallèlement, les données de terrain révèlent une tendance descendante de la migration congolaise de retour en provenance d'Afrique du Sud. En 2006, les retours connaissent une progression notable, atteignant 30 % (36 cas). En 2011, ce taux recule à 19,2 % (23 cas), avant de chuter drastiquement en 2016 à seulement 2,5 % (3 cas). Les faibles proportions observées en 2014 et 2016 s'expliquent en grande partie par le climat de peur sociale lié aux enjeux politiques entourant la fin du mandat présidentiel de Joseph Kabila. À l'inverse, les années 2006 et 2011, toutes deux électorales en RDC, se distinguent par un nombre plus élevé de retours.

Cependant, au-delà du contexte politique congolais, il importe de souligner que la propension au retour des migrants congolais est également liée aux cycles récurrents de violences xénophobes en Afrique du Sud. Les vagues

²⁸ Ngoie, T.G., « La migration et les transferts des fonds en RDC... », Art.cit., p. 8.

²⁹ Ngoie, T.G. et Mbuyi, K.G., "Migratory Dynamics in The DRC: Rationale and Implications in Lubumbashi", in *Final Report for the MacArthur Funded Project on: African Perspectives on Human Mobility*, University of Oxford/IMI, 2012, p.A16.

³⁰ Petit, V., *Migrations et société dogon*, Paris, L'Harmattan, 1998, p.54.

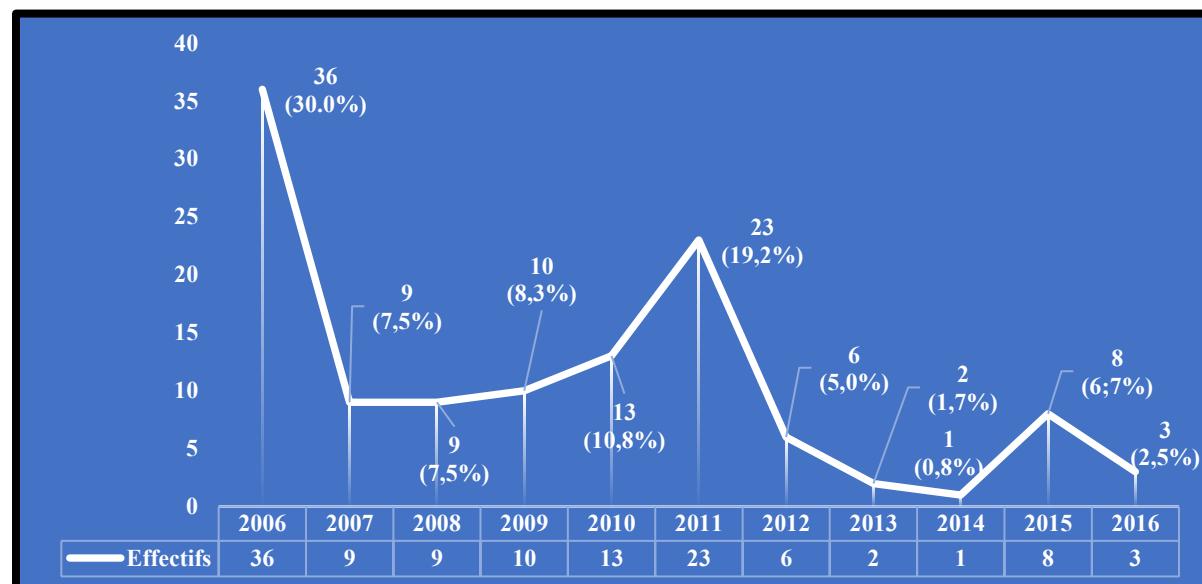
³¹ Tarrius A., « Au-delà des Etats-nations : des sociétés de migrants », in *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 17, n°2, 2001, pp.37-61.

³² Stalker, P., *Workers without Frontiers*. Lynne Rienner Publishers, Boulder, Colorado, 2000, p.22.

de 2008, 2012, 2015, 2019 et 2021, marquées par des attaques contre les étrangers accusés de « voler l'emploi » ou de « menacer la sécurité », ont fortement fragilisé les communautés migrantes, dont les Congolais. Ces épisodes ont non seulement provoqué des pertes matérielles et humaines, mais aussi accentué le sentiment d'insécurité et d'exclusion, poussant nombre de migrants à envisager le retour comme une alternative, même dans un contexte congolais difficile.

Il y a donc lieu de souligner que les retours des Congolais en RDC sont tributaires à la fois du contexte politique, économique, sécuritaire et social du pays d'origine, mais aussi des dynamiques hostiles vécues dans le pays d'immigration. En d'autres termes, la décision de retour est rarement le fruit de calculs individuels isolés, mais résulte d'une combinaison de pressions contextuelles, parmi lesquelles les cycles xénophobes sud-africains jouent un rôle déterminant. C'est cette réalité qu'imprime la figure 1 qui n'est qu'une illustration isolée de la migration congolaise de retour à Lubumbashi.

Figure 1 : Progression des retours à Lubumbashi (2006 à 2016)



Source : résultat de l'enquête

Ainsi, la ville de Lubumbashi constitue un laboratoire empirique pertinent pour analyser les effets genrés du retour migratoire, en ce qu'elle concentre à la fois les enjeux contextuels, ceux de gouvernance urbaine, de précarité économique et de recomposition des hiérarchies sociales au sein des ménages.

2. Dispositif méthodologique : échantillon, outils de collecte et limites

Cette recherche repose sur une enquête de terrain qualitative menée entre janvier et mai 2025 à Lubumbashi. L'objectif méthodologique était de saisir, à partir des expériences vécues, les effets du retour migratoire sur les rapports sociaux de genre et les logiques de pouvoir au sein des ménages urbains.

L'échantillon est constitué de 120 migrants congolais de retour d'Afrique du Sud, sélectionnés selon une méthode d'échantillonnage aléatoire raisonné, combinant identification par réseaux communautaires et contacts de proximité dans plusieurs communes de la ville. À ces migrants s'ajoutent les ménages y afférents, permettant d'intégrer les points de vue des conjoints, conjointes et autres membres du foyer.

Les outils de collecte mobilisés comprennent :

- des entretiens semi-directifs approfondis, visant à reconstituer les trajectoires migratoires, les conditions du retour et les dynamiques intra-ménagères ;
- des questionnaires structurés, permettant de recueillir des données socio-démographiques, économiques et relationnelles comparables ;

- des observations de terrain, réalisées lors de visites domiciliaires et de rencontres communautaires, afin de contextualiser les discours recueillis.

Cette triangulation méthodologique vise à renforcer la validité interne de l'analyse, en croisant les données déclaratives avec les observations empiriques.

Certaines limites doivent toutefois être soulignées. D'une part, l'enquête repose sur des données déclaratives, susceptibles d'être influencées par des biais de désirabilité sociale, notamment sur les questions liées au pouvoir domestique et au genre. D'autre part, le caractère urbain de l'enquête limite la généralisation des résultats aux contextes ruraux. Enfin, l'absence de statistiques officielles exhaustives sur les migrants de retour en RDC restreint les possibilités de comparaison à grande échelle.

3. Profils socio-démographiques des migrants de retour

L'analyse du profil socio-démographique des migrants congolais de retour d'Afrique du Sud met en évidence une diversité de trajectoires révélatrice de la complexité du phénomène du retour migratoire à Lubumbashi. Nous dégageons les profils des migrants de retour par sexe, état civil, tranche d'âges, niveau d'instruction, statut professionnel et durée moyenne de l'expérience migratoire et ce, selon la nature du retour.

a) La structure par sexe, état civil et tranche d'âges

L'échantillon retenu pour cette étude est composé de 120 migrants de retour et de leurs ménages subséquents, caractérisé par une prédominance de personnes âgées de 25 à 40 ans, correspondant ainsi à la population économiquement active. La durée de séjour en Afrique du Sud varie de deux à quinze ans, avec une moyenne de cinq à huit ans, ce qui traduit des parcours migratoires à la fois temporaires et prolongés.

Du point de vue du genre, l'échantillon comprend une proportion significative de femmes migrantes de retour, certaines ayant migré de manière autonome et d'autres ayant rejoint un conjoint déjà établi en Afrique du Sud. Cette configuration permet de saisir les effets différenciés du retour selon le sexe, les trajectoires migratoires et les configurations familiales. Le retour migratoire à Lubumbashi s'inscrit dans un contexte urbain marqué par la précarité économique, où les ressources issues de la migration peuvent constituer à la fois un levier d'autonomisation et un facteur de tensions sociales au sein des ménages.

Concernant la nature du retour, l'enquête révèle une prédominance des retours contraints. Sur les 120 migrants interrogés, 34 ont déclaré être rentrés de manière volontaire, tandis que 86 ont été contraints au retour. La répartition par sexe montre une supériorité numérique masculine tant parmi les retours volontaires que parmi les retours contraints : parmi les retours volontaires, 13 sont des femmes et 21 des hommes, tandis que, parmi les retours contraints, 21 sont des femmes contre 65 hommes. Cette tendance confirme les analyses selon lesquelles les femmes sont globalement moins enclines au retour, l'expérience migratoire leur offrant parfois une plus grande autonomie vis-à-vis des contraintes familiales et sociales du pays d'origine.

L'état civil apparaît également comme une variable structurante du retour. Les données montrent que les migrants célibataires sont proportionnellement plus nombreux parmi les retours contraints que parmi les retours volontaires, suggérant que le célibat constitue un facteur de vulnérabilité accrue face aux expulsions et aux retours imposés. Par ailleurs, plusieurs migrants ont déclaré s'être mariés après leur retour, parfois sous la pression familiale, révélant ainsi l'imbrication entre normes sociales, cycle de vie et migration.

L'âge des migrants constitue une autre variable explicative du retour. La majorité des retours, qu'ils soient décidés ou contraints, concerne la tranche d'âge de 25 à 40 ans. Comparée à l'âge au départ, cette évolution traduit un vieillissement naturel du migrant au cours de son expérience migratoire, sans que l'âge n'apparaisse toutefois comme un facteur déterminant dans la décision du retour. Ces constats rejoignent les analyses de Marie-Laurence Flahaux³³, qui souligne que l'âge influence le retour en interaction avec la durée de la migration et les perspectives professionnelles.

³³ Flahaux, M.-L., Retourner au Sénégal et en RD Congo. ... *Op.cit.*, p. 105.

En somme, l'analyse de la structure démographique des migrants congolais de retour met en évidence des différences significatives selon le sexe et l'état civil. Les retours incluent majoritairement des célibataires et la migration congolaise reste majoritairement jeune et dynamique. Ces proportions sont rendues dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 : Répartition des migrants de retour par sexe, état civil et tranches d'âges, selon la nature du retour

		Nature du retour											
		Décidé			Imposé/Forcé								
Etat civil	Sexe	Célibataire	Marié(e)	Divorcé(e) Séparé(e)	Veuf/veuve	Renarié(e)	Célibataire	Marié(e)	Divorcé(e) Séparé(e)	Veuf/veuve	Renarié(e)		
		F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M
	Tranche Ages												Total
20 à 25		3					1	7					11
25 à 30				2			12	10		3			27
30 à 35		9	11					32	4	4		1	61
35 à 40		1	3	3			1	2	2	1	1		14
40 à 45				1					3			2	6
45 à 50													
50 et plus						1							1
Total général		34					86						120

Source : résultat de l'enquête

b) La structure par niveau d'instruction

Le lien entre le niveau d'instruction et l'intention ou la réalisation du retour est l'objet d'un débat controversé. Certains auteurs, comme Coulon et Wolff³⁴, soutiennent que plus les migrants sont instruits, moins ils sont enclins à revenir. En revanche, Haas et Fokkema³⁵ estiment que les migrants les plus éduqués sont justement ceux qui ont le plus de chances de vouloir retourner dans leur pays d'origine. Marie-Flahaux³⁶ résout cette divergence en soulignant que les différences d'opinion reposent sur les perspectives professionnelles des migrants : les plus âgés se préoccupent moins de la réinsertion professionnelle, tandis que les jeunes peuvent mettre à profit les compétences acquises à l'étranger et bénéficier d'un statut privilégié à leur retour.

L'échantillon d'étude révèle une progression du niveau d'instruction des migrants. Avant leur départ d'Afrique du Sud, 63 migrants (52,5 %) avaient un niveau supérieur ou universitaire, tandis qu'au retour, ce chiffre est passé à 69 (57,5 %). De plus, alors qu'aucun migrant n'avait de formation professionnelle avant de quitter, 33 (27,5 %) rapportent en avoir bénéficié à leur retour. Parmi les 55 migrants de niveau secondaire, 17 ont conservé leur niveau d'instruction, et 1 sur 2 d'un niveau primaire s'est intellectuellement affranchi.

Il est également intéressant de noter que les migrants contraints de rentrer présentent des proportions relativement plus faibles que ceux qui retournent volontairement, souvent en raison d'interruptions de leur cycle migratoire. Néanmoins, la migration congolaise de retour d'Afrique du Sud demeure caractérisée par un capital

³⁴ Coulon, A.D. & Wolff, F.-C., "The Location of Immigrants at Retirement : Stay/Return or « Va-et-Vient » ? in *IZA Working Paper*, n° 2224, 2006, p. 47.

³⁵ De Haas, H. & Fokkema, T., "The effects of integration and transnational ties on international return migration intentions", in *Demographic Research*, 25, 2011, pp. 755-782.

³⁶ Flahaux, M.-L., *Retourner au Sénégal et en RDC. Choix et contraintes au cœur des trajectoires de vie des migrants*, Thèse de doctorat en Sciences Politiques et Sociales (Démographie), Louvain-La-Neuve, UCL, 2013, p.107.

humain qualifié. Les migrants se situant aux deux extrémités du spectre des compétences, tant peu qualifiés qu'hautement qualifiés, montrent une forte propension à revenir en RDC, ce qui témoigne d'un potentiel humain prometteur.

Dans ce contexte, la théorie de la nouvelle économie du travail se justifie en tant qu'elle identifie le retour au pays d'origine comme un moyen d'atteindre divers objectifs, tels que l'obtention d'un diplôme, une situation observée pour de nombreux congolais en Afrique du Sud. Le tableau 2 illustre davantage ces points.

Tableau 2 : Répartition des migrants de retour par niveau d'instruction, selon la nature du retour

Niveau d'Instruction	Nature du retour		Total	Pourcentage
	Décidé	Imposé/Forcé		
Primaire	0	1	1	0,8
Secondaire	2	15	17	14,2
Supérieur et Universitaire	20	49	69	57,5
Professionnel	12	21	33	27,5
Total	34	86	120	100

Source : résultat de l'enquête

c) La structure professionnelle des migrants de retour

L'interruption brutale du cycle migratoire influence significativement les perspectives de réintégration professionnelle des migrants de retour en RDC. Le tableau 3 démontre à quel point le statut professionnel des migrants varie dans le temps, dans l'espace et selon la nature du retour. Il montre que plus de la moitié des migrants étaient sans emploi avant leur départ, une situation qui s'est légèrement améliorée après leur retour. Plus de 50 % des migrants contraints sont dans des situations de chômage ou de précarité, tandis que ceux ayant choisi de rentrer sont mieux intégrés professionnellement, ce qui suggère que le statut professionnel au retour facilite la réintégration.

L'analyse révèle que les activités des migrants sont souvent liées aux ressources qu'ils ont mobilisées à l'étranger, qu'elles soient tangibles (financières) ou intangibles (compétences et capital social). Cependant, la majorité des migrants de retour sont confrontés au chômage et à la précarité, ce qui limite leur contribution au développement du pays.

Les migrants ayant volontairement choisi de revenir montrent une certaine stabilité professionnelle, travaillant principalement dans des secteurs modernes comme l'administration et le commerce, alors que ceux contraints au retour sont souvent engagés dans des activités précaires. En outre, ils peuvent souffrir d'une réputation négative associée à la criminalité et aux problèmes de santé, tels que la recrudescence du VIH/SIDA. Enfin, le retour est souvent perçu de manière ambiguë, avec des migrants considérés comme des "traîtres" pour avoir échappé aux difficultés du pays d'origine, ce qui complique leur réinsertion sociale.

Tableau 3 : Structure professionnelle des migrants, avant, pendant et après le séjour en Afrique du Sud

Occupation professionnelle	Avant le départ	En Afrique du Sud	Après le retour		Total retour	% retour	% global
			Décidé	Imposé/Forcé			
Aucune	37	1	0	11	11	9,2	13,6
Etudiant	11	15	0	9	9	7,5	9,7
Femme au foyer	3	0	0	4	4	3,3	1,9
Retraité/Pensionné	0	1	1	0	1	0,8	0,6
Employeur/Chef d'entreprise	0	2	3	0	3	2,5	1,4
Employé/Fonctionnaire	9	12	8	5	13	10,8	9,4
Travailleur sous contrat	3	6	3	4	7	5,8	4,4

Commerçant/Affairiste	10	13	5	10	15	12,5	10,6
Personnel religieux	4	5	5	9	14	11,7	6,4
Artiste	1	2	0	3	3	2,5	1,7
Personnel soignant	2	5	6	3	9	7,5	4,4
Agriculteur/Eleveur	4	0	0	4	4	3,3	2,2
Politicien	4	0	2	2	4	3,3	2,2
Agent de sécurité/Renseignement	1	19	1	3	4	3,3	6,7
Tous travaux	31	39	0	19	19	15,8	24,7
Total	120	120	34	86	120	100	100

Source : résultat de l'enquête

Cette contextualisation et cette méthodologie fournissent le cadre nécessaire pour analyser les vulnérabilités genrées et les recompositions des rapports sociaux observées chez les migrants congolais de retour à Lubumbashi, objet de la séquence suivante.

III. Migration de retour et vulnérabilités genrées en milieu urbain

Le retour migratoire s'accompagne de vulnérabilités multiples, dont l'intensité et les formes varient selon le genre, la nature du retour et le contexte urbain de réinsertion. À Lubumbashi, la réintégration des migrants congolais de retour d'Afrique du Sud s'opère dans un environnement marqué par la précarité économique, la faiblesse des dispositifs institutionnels et la persistance des inégalités sociales. Ceci étant, cette section analyse les facteurs structurants de la réinsertion, les modalités différencierées de l'insertion économique et les vulnérabilités sociales qui en découlent, en mettant en évidence le rôle central du ménage comme espace de reproduction des inégalités de genre.

1. Les éléments factoriels de la réinsertion des migrants de retour

L'évaluation de la réinsertion des migrants de retour dans leur pays d'origine est influencée par plusieurs facteurs. Marie Flahaux³⁷ identifie quatre grandes catégories de facteurs : ceux liés à l'expérience migratoire (durée de la migration, volonté de retour, rang du retour, appui institutionnel), ceux associés aux caractéristiques sociodémographiques des migrants (âge, sexe, niveau d'études), ceux concernant la vie après le retour (durée écoulée depuis le retour, situation familiale, visites à l'étranger, situation administrative, économique, matérielle et professionnelle), et enfin, ceux liés au contexte local du pays d'origine.

Pour cette étude, l'accent est mis sur certains éléments des trois dernières catégories. Nous explorerons d'abord l'âge, le sexe, l'état civil et le niveau d'études des migrants de retour, puis nous aborderons la durée de la migration ainsi que les situations familiale, matérielle, économique et professionnelle, tout en tenant compte du contexte spécifique de la RDC et de la ville de Lubumbashi.

a) L'influence des facteurs sociodémographiques : l'âge, le sexe, l'état-civil et le niveau d'instruction dans la réinsertion des migrants de retour à Lubumbashi

L'enquête révèle que la réinsertion des migrants Congolais de retour à Lubumbashi, ne dépend pas principalement de facteurs classiques comme l'âge, le sexe, le niveau d'études ou l'état civil, mais plutôt des ressources matérielles et immatérielles qu'ils parviennent à mobiliser et de leur capacité à les exploiter. L'âge joue néanmoins un rôle : les migrants de 30 à 45 ans réussissent mieux leur réinsertion car ils sont plus souples et entreprenants, tandis que les plus jeunes manquent d'expérience et reviennent souvent sans acquis ; les plus âgés eux, rencontrent des difficultés à retrouver un emploi. Concernant le sexe, les femmes hésitent davantage à rentrer, mais bénéficient souvent d'une meilleure réinsertion grâce aux soutiens sociaux et culturels, même si dans certains pays africains elles subissent des discriminations salariales et de reconnaissance de compétences. L'état civil semble avoir

³⁷ Flahaux, M.-L., *Retourner au Sénégal et en RDC... Op.cit.*, 2013, p. 194.

peu d'impact direct, mais les célibataires paraissent avantagés car ils ont moins de charges familiales. Enfin, le niveau d'études ne garantit pas une meilleure réinsertion à Lubumbashi, puisque les recrutements reposent davantage sur des critères subjectifs liés aux relations, à la tribu ou à la religion.

Ces résultats rejoignent ceux de S. Ammassari³⁸ et J. Carling³⁹ dont les études ont porté respectivement sur le Ghana et la Côte d'Ivoire, et le Cap-Vert, mais contrastent ceux de A.-M. Gaillard⁴⁰, K. J. A. Thomas⁴¹, et R. Black⁴² qui, en se penchant sur la réinsertion des migrants de retour respectivement au Chili, en Ouganda et dans les Balkans ont observé que la réinsertion des migrants de retour qualifiés est plus réussie que celle de ceux non ou moins qualifiés.

b) L'influence des facteurs liés à la vie après le retour : la durée écoulée depuis le retour, les situations familiale, matérielle, économique, professionnelle, et le poids du contexte dans la réinsertion des migrants de retour à Lubumbashi

La réinsertion des migrants de retour à Lubumbashi est un processus complexe et variable, qui ne dépend d'aucun facteur unique mais de l'interaction entre plusieurs éléments, eux-mêmes influencés par le temps, le contexte et les ressources disponibles. Deux dimensions temporelles sont essentielles : la durée passée en Afrique du Sud et celle écoulée depuis le retour. Les migrants revenus volontairement tirent profit de leur séjour, ayant accumulé des ressources et planifié leur retour, tandis que ceux contraints au départ subissent une réinsertion difficile. Après le retour, une période de 6 mois à 2 ans est jugée nécessaire pour s'adapter au contexte congolais et décider de rester ou de repartir.

La réinsertion suit un cheminement psychologique progressif en cinq étapes : euphorie des retrouvailles, incompréhensions, dépression, réadaptation et enfin intégration. Ces étapes sont vécues différemment selon le capital financier, humain et social du migrant, ainsi que le soutien de son entourage. La situation familiale joue un rôle déterminant : une famille démunie peut absorber les ressources du migrant et freiner ses projets, tandis qu'une famille aisée et ouverte peut favoriser sa réussite. Or, l'assistance familiale au retour reste très faible.

Sur le plan économique et matériel, seuls les migrants ayant investi avant ou pendant leur séjour réussissent à se stabiliser ; ceux revenus sans économies connaissent de grandes difficultés. Professionnellement, avons-nous noté précédemment, la majorité des retournés souffrent de chômage et de précarité, sauf ceux envoyés en mission par leurs employeurs. Enfin, le contexte national et international influence fortement la réinsertion : crises politiques, économiques ou sociales en RDC, tensions avec l'Afrique du Sud, ou encore la conjoncture mondiale peuvent compromettre les projets des migrants, même bien préparés.

En définitive, chaque facteur – durée, famille, finances, profession, contexte – agit de manière ambivalente, tantôt comme atout, tantôt comme obstacle. La réussite de la réinsertion dépend donc de la manière dont la migration a été vécue, du contexte au moment du retour et surtout des ressources réelles que le migrant est capable de mobiliser pour reconstruire sa vie y compris celle du ménage.

2. Insertion économique, emploi et précarité différenciée

A l'aune de l'enquête, l'insertion économique constitue l'un des principaux défis auxquels sont confrontés les migrants congolais de retour à Lubumbashi. Theodore Trefon⁴³ nous fait observer que dans un contexte urbain marqué par le chômage structurel, la saturation de l'économie informelle et la faiblesse des politiques publiques de réintégration, le retour migratoire s'accompagne fréquemment d'une dégradation des conditions matérielles d'existence, particulièrement lorsque le cycle migratoire a été interrompu de manière contrainte.

Les données empiriques issues de l'enquête montrent que l'accès à l'emploi après le retour demeure profondément différencié, tant selon la nature du retour que selon le genre. Les migrants ayant choisi souverainement

³⁸ Ammassari, S., « L'effet du retour des travailleurs migrants sur le développement », in *Coopération sud*, 2005, p.100.

³⁹ Carling, J., "Emigration, return and development in Cape Verde: the impact of closing borders", in *Popul. Space Place*, 10(2), 2004, pp.113-132.

⁴⁰ Gaillard, A.-M., *Exils et retours. Itinéraires chiliens*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.111.

⁴¹ Thomas, K.J.A., "Return Migration in Africa and the relationship between Educational Attainment and Labor Market Success: Evidences from Uganda", in *International Migration Review*, 42(3), 2008, pp.652-674.

⁴² Black, R. and al, "Understanding Voluntary Return", in *Home Office Report Online*, n°50/04, London, 2004, p.11.

⁴³ Trefon, T., *Congo Masquerade: The Political Culture of Aid Inefficiency and Reform Failure*, London, Zed Books, 2011, p. 90.

de rentrer bénéficiant généralement d'une meilleure insertion professionnelle, souvent liée à la mobilisation de ressources accumulées à l'étranger (capital financier, compétences, réseaux). À l'inverse, les migrants contraints au retour se retrouvent majoritairement cantonnés à des activités précaires, instables et faiblement rémunérées, relevant de la débrouillardise urbaine ou du chômage déguisé.

Cette précarité n'affecte toutefois pas les femmes et les hommes de manière identique. Les hommes migrants de retour, socialement assignés au rôle de pourvoyeur principal du ménage, vivent plus intensément la perte ou l'instabilité de l'emploi comme une atteinte à leur statut social, ce qui renforce leur sentiment de déclassement et d'insécurité économique. Les femmes, quant à elles, s'insèrent plus fréquemment dans des activités du secteur informel (petit commerce, services, restauration), qui offrent une certaine flexibilité mais demeurent faiblement protégées et vulnérables aux chocs économiques.

Ainsi, l'insertion économique post-retour apparaît comme un processus genre, où les inégalités d'accès à l'emploi et aux ressources productives contribuent à la reproduction de formes différencierées de vulnérabilité en milieu urbain.

3. Vulnérabilités sociales et économiques selon le genre

Au-delà de la sphère économique, le retour migratoire expose les migrants à une pluralité de vulnérabilités sociales, qui se déplient de manière différenciée selon le genre. Ces vulnérabilités concernent notamment l'accès au logement, à la santé, aux réseaux de solidarité et à la reconnaissance sociale au sein de la communauté urbaine.

Pour les femmes migrantes de retour, la vulnérabilité se manifeste souvent par une charge sociale accrue, liée à la prise en charge du ménage, des enfants et des personnes dépendantes, dans un contexte de ressources limitées. Bien que certaines femmes aient acquis une autonomie économique relative durant la migration, cette autonomie demeure fragile et conditionnée par leur capacité à maintenir une activité génératrice de revenus après le retour. Par ailleurs, note Naila Kabeer⁴⁴, les normes sociales dominantes tendent à invisibiliser leurs contributions économiques, limitant leur reconnaissance sociale et leur pouvoir de négociation au sein du ménage.

Les hommes migrants de retour font face à des formes spécifiques de vulnérabilité sociale, souvent liées à la stigmatisation de l'échec migratoire. Le retour contraint est fréquemment perçu comme un signe d'incapacité à réussir à l'étranger, ce qui affecte la position sociale du migrant au sein de la famille élargie et du voisinage. Cette stigmatisation peut conduire à un repli social, à des tensions intra-ménagères et à ce que Raewyn Connell⁴⁵ qualifie de stratégies de réaffirmation de l'autorité masculine, parfois au détriment des femmes.

Ces vulnérabilités genrées sont accentuées par l'absence de dispositifs institutionnels de soutien psychosocial et économique, renforçant la dépendance des migrants de retour à l'égard des solidarités familiales et communautaires, elles-mêmes inégalement distribuées.

4. Le ménage comme espace de reproduction des inégalités

Le ménage constitue un espace central dans lequel se cristallisent les effets du retour migratoire sur les rapports sociaux de genre. Loin d'être un simple lieu de solidarité, il apparaît comme un champ de négociation et de conflictualité, où se redéfinissent les rôles, les responsabilités et les hiérarchies de pouvoir.

Les données de terrain montrent que le retour migratoire tend à renforcer certaines inégalités intra-ménagères, notamment lorsque les ressources économiques sont rares ou instables. Les femmes, même lorsqu'elles contribuent significativement au revenu du ménage, continuent d'assumer l'essentiel du travail domestique et reproductif, sans que cette contribution ne se traduise par un pouvoir décisionnel accru. Cette situation illustre la persistance d'une division sexuelle du travail qui limite les effets émancipateurs potentiels de la migration.

Dans les ménages où le retour est contraint, les tensions sont particulièrement marquées. L'incapacité à répondre aux attentes économiques du foyer accentue les conflits conjugaux et peut conduire à des formes de violence

⁴⁴ Kabeer, N., *Op.cit.*, p. 83.

⁴⁵ Connell, R., *Op.cit.*, p. 72.

symbolique ou matérielle. À l'inverse, lorsque le retour est préparé et accompagné de ressources suffisantes, certaines recompositions positives peuvent être observées, notamment une plus grande participation des femmes aux décisions économiques et une redéfinition partielle des rôles conjugaux.

Ainsi, le ménage apparaît comme un lieu de reproduction mais aussi de recomposition des inégalités, où s'entremêlent normes sociales, contraintes économiques et trajectoires migratoires. Cette lecture permet de comprendre que les vulnérabilités genrées observées à Lubumbashi ne sont pas uniquement le produit du retour migratoire en tant que tel, mais résultent de l'interaction entre structures sociales préexistantes et expériences migratoires différencierées.

L'analyse des vulnérabilités genrées en milieu urbain met en évidence que le retour migratoire à Lubumbashi constitue un moment critique de fragilisation sociale, mais aussi un espace potentiel de recomposition des rapports de genre. Toutefois, en l'absence de politiques publiques de réintégration sensibles au genre, ces recompositions demeurent largement conditionnées par les contraintes économiques et les normes patriarcales persistantes.

IV. Recomposition des rapports sociaux et des logiques de pouvoir

Le retour migratoire ne se limite pas à une réinsertion économique ou sociale ; il constitue un moment charnière de recomposition des rapports sociaux et des logiques de pouvoir au sein des ménages. À Lubumbashi, l'expérience du retour des migrants congolais d'Afrique du Sud met en lumière des dynamiques ambivalentes, où autonomisation relative, renégociation des rôles et résistances patriarcales s'entremêlent. Cette section analyse ces recompositions à partir d'un dialogue croisé entre les relations internationales et la sociologie, en articulant les cadres normatifs globaux de la gouvernance migratoire aux réalités sociales locales. Elle montre que les transformations induites par le retour migratoire ne sont ni linéaires ni homogènes, mais profondément conditionnées par les contraintes économiques, institutionnelles et symboliques qui structurent l'espace urbain lushois.

1. Autonomisation économique et symbolique des femmes migrantes de retour

L'autonomisation économique observée chez certaines femmes congolaises migrantes de retour à Lubumbashi s'inscrit dans une dynamique plus large de circulation transnationale des ressources et des normes, caractéristique des migrations Sud–Sud contemporaines. Du point de vue des Relations internationales, cette dynamique remet en question les approches réductrices qui limitent l'impact de la migration aux seuls transferts financiers, en mettant en lumière la diffusion de compétences, de pratiques professionnelles et de modèles entrepreneuriaux acquis dans les pays de destination.

À Lubumbashi, cette circulation des ressources se traduit par l'émergence de trajectoires féminines marquées par une diversification des activités économiques et une capacité accrue à mobiliser des réseaux sociaux élargis. Les femmes migrantes de retour investissent principalement les secteurs du commerce, de la restauration, des services et des micro-entreprises, souvent en reproduisant — de manière adaptée — des pratiques observées en Afrique du Sud, telles que la gestion informelle rationalisée, la polyvalence professionnelle ou l'orientation vers les services urbains. Ces stratégies économiques confèrent aux femmes une marge d'autonomie relative, en leur permettant de contribuer directement au revenu du ménage et de réduire leur dépendance financière vis-à-vis du conjoint ou de la famille élargie.

Du point de vue sociologique, cette autonomie économique s'accompagne d'un repositionnement symbolique qui modifie, au moins partiellement, la perception sociale du rôle féminin. La femme migrante de retour n'est plus uniquement assignée aux fonctions reproductive et domestiques, mais tend à être reconnue comme actrice économique, capable de prendre des initiatives, de gérer des ressources et de participer aux décisions familiales. Cette transformation rejoint les analyses de Naila Kabeer⁴⁶, pour qui l'autonomisation ne se réduit pas à l'accès aux ressources, mais implique la capacité de faire des choix stratégiques et d'être reconnue comme sujet social à part entière.

⁴⁶ Kabeer, N., *Op.cit.*, pp. 83-91.

Toutefois, cette autonomisation demeure fondamentalement conditionnelle et inégale. Elle dépend étroitement de la nature du retour migratoire, de la stabilité des revenus générés et de l'environnement institutionnel local. Les femmes dont le retour a été décidé et préparé disposent généralement de ressources plus solides que celles revenues dans un contexte contraint, marqué par l'épuisement des capitaux financiers et sociaux. Dans ces conditions, soutient Sylvia Chant⁴⁷, l'autonomie acquise en migration peut rapidement s'éroder, exposant les femmes à une redomestication économique et à une réaffirmation des rapports de dépendance.

L'absence de politiques publiques de réintégration sensibles au genre constitue un facteur déterminant de cette fragilité. Malgré les engagements internationaux en faveur de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes — portés notamment par la CEDAW et les Objectifs de développement durable —, la traduction de ces normes dans les politiques nationales et locales demeure limitée. À la lumière des rapports de UN Women⁴⁸, entité des Nations Unies dédiée à l'égalité de genre, nous observons qu'à Lubumbashi, les dispositifs de soutien à l'entrepreneuriat féminin, à la formation professionnelle ou à l'accès au crédit restent insuffisants, contraignant les femmes migrantes de retour à évoluer dans un espace économique informel, précaire et peu protégé.

Cette situation met en évidence une dissonance structurelle entre les discours normatifs internationaux valorisant le rôle des femmes migrantes dans le développement et les réalités locales de leur réintégration. Du point de vue des Relations internationales, cette dissonance révèle les limites d'une gouvernance migratoire qui reconnaît formellement l'apport économique des femmes, sans garantir les conditions institutionnelles nécessaires à la conversion durable de cette autonomie en pouvoir social reconnu. Sociologiquement, elle souligne que l'autonomisation féminine issue de la migration ne peut être comprise comme un processus linéaire ou irréversible, mais comme une recomposition fragile, continuellement négociée dans des contextes marqués par la précarité urbaine et la persistance des normes patriarcales.

En définitive, l'autonomisation économique et symbolique des femmes migrantes de retour à Lubumbashi apparaît comme un processus ambivalent, à la fois porteur de potentialités de transformation sociale et contraint par des structures économiques et normatives résistantes. Cette ambivalence constitue un élément central pour comprendre les recompositions des rapports de pouvoir analysées dans la sous-section suivante, notamment en ce qui concerne la renégociation des rôles conjugaux et les résistances patriarcales.

2. Renégociation des rôles conjugaux et familiaux

La renégociation des rôles conjugaux et familiaux consécutive au retour migratoire à Lubumbashi s'inscrit dans un processus de reconfiguration progressive des rapports de pouvoir au sein du ménage, où s'entrelacent contraintes économiques, normes sociales et expériences migratoires différencierées. Le retour agit comme un moment de mise à l'épreuve de l'ordre domestique, en exposant les rôles traditionnellement assignés aux hommes et aux femmes à de nouvelles formes de contestation et d'ajustement.

Du point de vue sociologique, le ménage peut être appréhendé comme un champ social au sens Bourdieusien⁴⁹, structuré par des rapports de domination historiquement construits, mais également traversé par des luttes symboliques et matérielles liées à la redistribution des ressources. À Lubumbashi, les données de terrain révèlent que la contribution économique accrue de certaines femmes migrantes de retour favorise, dans des configurations spécifiques, une participation élargie à la prise de décision, notamment en matière de gestion du budget domestique, d'orientation scolaire des enfants et de stratégies d'investissement. Ces évolutions traduisent une remise en cause partielle de la division sexuelle traditionnelle des rôles, sans toutefois en abolir les fondements.

Cette renégociation demeure cependant structurellement asymétrique. Dans la majorité des ménages étudiés, les hommes continuent d'occuper la position de chefs de ménage, détenteurs de l'autorité formelle et symbolique, tandis que les femmes, même lorsqu'elles contribuent de manière significative au revenu familial, restent majoritairement responsables du travail domestique et reproductif. Cette dissociation entre contribution économique

⁴⁷ Chant, S., *Gender, Generation and Poverty*, Cheltenham, Edward Elgar, 2007, pp. 44–48.

⁴⁸ UN Women, *Progress of the World's Women 2015–2016 : Transforming Economies, Realizing Rights*, New York, UN Women, 2015, pp. 27–33.

⁴⁹ Bourdieu, P., *La domination masculine*, Paris, Seuil, 1998, p. 56.

et reconnaissance du pouvoir décisionnel illustre la persistance de normes patriarcales profondément enracinées, qui limitent la portée transformative de l'expérience migratoire.

L'approche des Relations internationales permet d'éclairer cette asymétrie à travers la tension entre normes globales et pratiques locales. Les cadres internationaux de promotion de l'égalité de genre — notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et les Objectifs de développement durable — promeuvent une redéfinition des rôles de genre fondée sur l'égalité et l'autonomisation des femmes. Toutefois, à Lubumbashi, comme dans de nombreux contextes urbains africains, l'appropriation de ces normes demeure limitée par la précarité économique, la faiblesse des institutions et la centralité des solidarités familiales, qui tendent à reproduire les hiérarchies existantes.

La renégociation des rôles conjugaux apparaît ainsi comme un processus pragmatique et contingent, étroitement dépendant de la capacité du ménage à sécuriser ses ressources économiques. Lorsque les revenus issus de la migration permettent d'améliorer durablement les conditions de vie, des ajustements plus favorables à l'autonomie féminine peuvent être observés. À l'inverse, en situation de précarité, ces ajustements tendent à être remis en cause, et les normes traditionnelles sont réaffirmées comme mécanismes de stabilisation sociale.

Par ailleurs, le retour migratoire reconfigure également les rapports intergénérationnels au sein du ménage. Les femmes migrantes de retour, en particulier lorsqu'elles ont acquis une autonomie économique relative, peuvent contester certaines formes d'autorité exercées par la belle-famille ou les aînés, introduisant de nouvelles tensions dans les configurations familiales élargies. Ces dynamiques soulignent que la renégociation des rôles conjugaux ne se limite pas au couple, mais s'inscrit dans un ensemble plus large de relations familiales et communautaires.

En définitive, la renégociation des rôles conjugaux et familiaux observée à Lubumbashi ne saurait être interprétée comme une rupture radicale avec l'ordre social existant. Elle relève plutôt d'un réajustement graduel, souvent réversible, des rapports de genre, façonné par l'interaction entre expériences migratoires, contraintes économiques locales et normes sociales persistantes.

3. Résistances, conflits et réaffirmation des normes patriarcales

Les recompositions des rapports sociaux consécutives au retour migratoire à Lubumbashi ne se traduisent pas uniquement par des ajustements progressifs des rôles et des statuts. Elles s'accompagnent également de résistances structurelles et de conflits ouverts ou latents, révélant les limites des transformations observées et la capacité des normes patriarcales à se reconfigurer face aux menaces perçues. L'autonomisation économique et symbolique relative de certaines femmes migrantes de retour, conjuguée à la fragilisation du statut socioéconomique de nombreux hommes, constitue un terrain propice à la conflictualité intra-ménagère.

Du point de vue sociologique, ces résistances s'inscrivent dans la logique de reproduction adaptative de la domination masculine. Comme l'a montré Raewyn Connell⁵⁰, les masculinités dominantes tendent à se réaffirmer lorsque les équilibres économiques et symboliques qui les soutiennent sont ébranlés, notamment dans des contextes de précarité et d'incertitude sociale. À Lubumbashi, le déclassement socioéconomique vécu par de nombreux hommes migrants de retour — en particulier ceux ayant connu un retour contraint — remet en cause les fondements matériels et symboliques de leur autorité domestique, favorisant des stratégies de reprise de contrôle au sein du ménage.

Ces stratégies prennent des formes diverses : limitation de l'autonomie économique des femmes, réaffirmation de la primauté masculine dans la prise de décision, recours accru à la norme coutumière ou religieuse pour légitimer l'autorité masculine. Dans certains cas, cette réaffirmation s'accompagne de conflits conjugaux plus fréquents, voire de violences symboliques ou matérielles, traduisant la difficulté à concilier les transformations induites par la migration avec les attentes sociales traditionnelles. Ces dynamiques illustrent que la vulnérabilité masculine n'annule pas la domination patriarcale, mais peut au contraire en renforcer certaines expressions.

L'approche des Relations internationales permet d'élargir cette analyse en replaçant ces conflits domestiques dans un cadre structurel et multiniveau. Les politiques migratoires restrictives, les expulsions

⁵⁰ Connell, R., *Op.cit.*, p. 72.

administratives et les retours forcés participent à la production de vulnérabilités masculines spécifiques, en interrompant brutalement des trajectoires migratoires souvent construites autour de la promesse de réussite économique et de reconnaissance sociale. Ces politiques, largement guidées par des impératifs sécuritaires et souverainistes, produisent des effets sociaux indirects qui se répercutent au niveau des ménages, sans que des mécanismes institutionnels de prise en charge psychosociale ne viennent en atténuer les conséquences.

Dans ce contexte, la sphère domestique devient un espace de régulation des frustrations et des échecs, où se rejouent les tensions générées par les dynamiques globales de gouvernance migratoire. L'absence de politiques nationales de réintégration sociale et économique sensibles au genre accentue ce transfert des tensions vers le ménage, contribuant à la naturalisation des conflits conjugaux et à la responsabilisation implicite des femmes dans la gestion de l'instabilité familiale.

Paradoxalement, le retour migratoire peut ainsi renforcer certaines normes patriarcales, non par simple inertie culturelle, mais comme stratégie d'adaptation sociale face à l'insécurité économique et symbolique. Cette réaffirmation des normes traditionnelles coexiste toutefois avec des formes de contestation discrète portées par certaines femmes migrantes de retour, qui mobilisent leurs ressources économiques, leurs réseaux sociaux ou leur expérience migratoire pour négocier, contourner ou différer les injonctions patriarcales. Ces résistances silencieuses révèlent le caractère ambivalent, conflictuel et non linéaire des recompositions sociales à l'œuvre.

Ainsi, l'analyse des résistances et des conflits à Lubumbashi montre que le retour migratoire constitue un espace de transformation sous fortes contraintes, où l'autonomisation féminine, la renégociation pragmatique des rôles et la réaffirmation patriarcale s'entrelacent de manière complexe. En croisant les apports des Relations internationales et de la sociologie, cet item met en évidence que les effets genrés du retour migratoire ne peuvent être compris sans une lecture multiniveau intégrant à la fois les cadres normatifs globaux, les contraintes institutionnelles nationales et les dynamiques sociales locales.

Conclusion

Cette recherche a permis d'appréhender la migration de retour comme un processus social complexe, profondément genré et structurellement situé, révélateur des tensions entre dynamiques globales de gouvernance migratoire et réalités sociales locales. À partir du cas des migrants congolais de retour d'Afrique du Sud à Lubumbashi, l'étude montre que le retour migratoire ne saurait être envisagé ni comme une simple phase terminale du cycle migratoire ni comme un mécanisme automatique de réintégration sociale et économique. Il constitue au contraire un moment critique de recomposition des vulnérabilités, des ressources et des rapports de pouvoir, particulièrement en milieu urbain marqué par la précarité économique et institutionnelle.

Les résultats empiriques mettent en évidence des trajectoires de retour fortement différencierées selon le genre, la nature du retour — décidé ou contraint — et la capacité à mobiliser des ressources économiques, sociales et symboliques. Si certaines femmes migrantes de retour parviennent à renforcer leur autonomie économique et leur position symbolique au sein du ménage, cette autonomisation demeure largement fragile, conditionnée et réversible. Elle coexiste avec la persistance, voire la réaffirmation, de normes patriarcales, notamment lorsque l'insécurité économique s'installe durablement. À l'inverse, le retour contraint et le déclassement socioéconomique vécus par de nombreux hommes migrants de retour contribuent à la production de vulnérabilités masculines spécifiques, souvent invisibilisées par les approches institutionnelles du retour, mais susceptibles d'alimenter des stratégies de réaffirmation de l'autorité masculine au sein de la sphère domestique.

L'analyse révèle ainsi que le ménage constitue un espace central de négociation, de conflictualité et de reproduction des inégalités, où se rejouent les tensions générées par l'articulation entre expériences migratoires, contraintes structurelles locales et normes sociales persistantes. Les recompositions observées à Lubumbashi ne traduisent ni une rupture franche avec l'ordre social antérieur ni une trajectoire linéaire de changement, mais plutôt des ajustements pragmatiques et ambivalents, dépendants de la conjoncture économique et du degré de sécurisation des ressources issues de la migration.

Sur le plan théorique, cette étude contribue à un dialogue fécond entre les Relations internationales et la sociologie, en montrant que la migration de retour ne peut être pleinement comprise sans une lecture multiniveau

intégrant les cadres normatifs globaux de la gouvernance migratoire et de l'égalité de genre, les contraintes institutionnelles nationales et les dynamiques sociales locales. Elle dépasse ainsi les approches dominantes, souvent centrées sur les dispositifs de réadmission et de contrôle, pour mettre en lumière les effets sociaux concrets et genrés du retour migratoire au cœur des ménages et des espaces urbains africains.

D'un point de vue empirique, l'article enrichit une littérature encore limitée sur la migration de retour en Afrique centrale, en proposant une analyse fine et contextualisée des recompositions des rapports sociaux et des logiques de pouvoir à Lubumbashi, à partir de données de terrain originales. Il met en évidence le rôle de cette ville comme un véritable laboratoire des transformations sociales induites par les mobilités Sud-Sud.

Enfin, les résultats soulignent les limites des politiques migratoires et sociales actuelles en RDC, largement aveugles aux dimensions genrées du retour migratoire. L'absence de dispositifs institutionnels de réintégration sensibles au genre contribue à la reproduction des vulnérabilités et au transfert des tensions économiques et symboliques vers la sphère domestique.

L'article plaide ainsi pour :

- l'élaboration de politiques de réintégration des migrants de retour intégrant explicitement le genre ;
- le renforcement des mécanismes de protection sociale et d'accompagnement psychosocial ;
- le soutien ciblé à l'entrepreneuriat féminin et à l'accès des femmes migrantes de retour aux ressources productives ;
- une meilleure articulation entre normes internationales, politiques nationales et réalités locales.

En définitive, penser la migration de retour comme un enjeu de gouvernance sociale et genrée permet non seulement de mieux comprendre ses effets sur les ménages urbains, mais aussi d'ouvrir des perspectives pour des politiques migratoires plus justes, inclusives et adaptées aux réalités congolaises contemporaines.

Bibliographie

- Ammassari, S. (2005). L'effet du retour des travailleurs migrants sur le développement. *Coopération Sud*. <https://doi.org/10.18356/7a6bf300-fr>
- Benhaddad, N. A., & Hammoud, N. (n.d.). Contribution des migrants de retour au développement de leurs pays d'origine. Étude comparative entre les pays du Maghreb : l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. *Insaniyat / إنسانيات*
- Betts, A. (2011). Global Migration Governance. *Global Governance*, 17(4). <https://doi.org/10.1163/19426720-01704004>
- Black, R., Koser, K., Munk, K., Atfield, G., D'Onofrio, L., & Tiemoko, R. (2004). *Understanding voluntary return* (Home Office Report 50/04). Home Office.
- Bourdieu, P. (1990). La domination masculine. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 84(1), 2-31.
- Carling, J. (2004). Emigration, return and development in Cape Verde: The impact of closing borders. *Population, Space and Place*, 10(2), 113–132. <https://doi.org/10.1002/psp.322>
- Cassarino, J.-P. (2004). *Theorising return migration: The conceptual approach to return migrants revisited*. European University Institute.
- Castles, S., de Haas, H., & Miller, M. J. (2014). *The age of migration: International population movements in the modern world* (5th ed.). Guilford Press.
- Connell, R. (1987). *Gender and power: Society, the person and sexual politics*. Stanford University Press.
- Connell, R. (2005). *Masculinities* (2nd ed.). Polity Press.

- Crenshaw, K. (1991). Mapping the margins: Intersectionality, identity politics, and violence against women of color. *Stanford Law Review*, 43(6), 1241–1299. <https://doi.org/10.2307/1229039>
- Crisp, J. (2000). Return migration: Lessons from recent experience. *International Migration*, 38(5), 245–252. <https://doi.org/10.1111/1468-2435.00119>
- de Haas, H., & Fokkema, T. (2011). The effects of integration and transnational ties on international return migration intentions. *Demographic Research*, 25, 755–782. <https://doi.org/10.4054/DemRes.2011.25.24>
- Decimo, F. (2015). Rethinking return migration. *International Migration*, 53(1), 196–202. <https://doi.org/10.1111/imig.12125>
- Elson, D. (1995). *Male bias in the development process*. Manchester University Press.
- Faist, T. (2004). From transnational social spaces to migration as a social fact. *Global Networks*, 4(3), 217–242. <https://doi.org/10.1111/j.1471-0374.2004.00091.x>
- Flahaux, M.-L., & de Haas, H. (2016). African migration: Trends, patterns, drivers. *Comparative Migration Studies*, 4(1), 1. <https://doi.org/10.1186/s40878-015-0015-6>
- Hollifield, J. F., Martin, P. L., & Orrenius, P. M. (Eds.). (2014). *Controlling immigration: A global perspective* (3rd ed.). Stanford University Press.
- Kabeer, N. (1994). *Reversed realities: Gender hierarchies in development thought*. Verso.
- Mahler, S. J., & Pessar, P. R. (2006). Gender matters: Ethnographers bring gender from the periphery toward the core of migration studies. *International Migration Review*, 40(1), 27–63. <https://doi.org/10.1111/j.1747-7379.2006.00002.x>
- Moser, C. O. N. (1993). Gender planning in the third world: Meeting practical and strategic gender needs. *World Development*, 21(11), 1325–1345. [https://doi.org/10.1016/0305-750X\(93\)90075-V](https://doi.org/10.1016/0305-750X(93)90075-V)
- Moser, C. O. N. (1998). The asset vulnerability framework: Reassessing urban poverty reduction strategies. *World Development*, 26(1), 1–19. [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(97\)10015-8](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(97)10015-8)
- Ngoie, T. G. (2009). *La migration et les transferts des fonds en RDC* (Document thématique de l’OIM sur la migration en RDC). International Organization for Migration.
- Ngoie, T. G., & Mbuyi, K. G. (2012). *Migratory Dynamics in the DRC: Rationale and Implications in Lubumbashi* (Final Report for the MacArthur Funded Project: African Perspectives on Human Mobility). University of Oxford, International Migration Institute.
- PNUD. (1994). *Rapport sur le développement humain 1994*. Oxford University Press.
- Thomas, K. J. A. (2008). Return migration in Africa and the relationship between educational attainment and labor market success: Evidence from Uganda. *International Migration Review*, 42(3), 652–674. <https://doi.org/10.1111/j.1747-7379.2008.00139.x>
- UN Women. (2015). *Progress of the World’s Women 2015–2016: Transforming economies, realizing rights*. UN Women. <https://doi.org/10.18356/d6f5c5da-en>

About Authors

KAKEZ KAYEB Dieudonné est Docteur en Relations Internationales et Professeur à l’Université de Lubumbashi en République Démocratique du Congo. Spécialiste de droit international, ses travaux portent principalement sur les migrations interafricaines et les dynamiques du développement, avec un intérêt croissant pour les organisations internationales et les enjeux contemporains de la cybersécurité. Il exerce actuellement les fonctions de Vice-Doyen chargé de l’Enseignement à la Faculté des sciences sociales, politiques et administratives de l’Université de Lubumbashi en République Démocratique du Congo.



KAT KAMBOL Françoise est Docteure en sociologie et Professeure à l’Université de Lubumbashi, en République Démocratique du Congo. Spécialiste en sociologie de la santé et du genre, elle est Vice-présidente de l’Association des femmes professeures (Cercle Sophie Kanza) dans le Grand Katanga. Elle assure également les fonctions de Point focal ARES/Genre à l’Université de Lubumbashi. Par ailleurs, elle a été Conseillère honoraire en charge des questions de genre, de la famille et de l’enfant au Cabinet du Gouverneur de la province du Katanga, ainsi qu’Administratrice du Budget honoraire au sein du Comité de gestion de l’Université de Lubumbashi.